

# LOI MACRON CAPITALISTE IMPERIALISTE DE BIOETHIQUE NI LES ENFANTS NI LES UTERUS NE SONT DES MARCHANDISES!

La loi de bioéthique qui vient d'être votée en deuxième lecture à l'Assemblée Nationale nous est présentée comme un progrès indiscutable, centré sur l'ouverture de la PMA (Procréation Médicalement Assistée) à toutes les femmes même fertiles.

Cette loi d'opportunité, dans l'optique macronienne visant à dresser un camp « progressiste » contre les « réactionnaire », est présentée comme permettant à des couples de femmes homosexuelles et aux femmes célibataires souhaitant un enfant, de satisfaire éventuellement ce souhait sans les lourdes contraintes administratives et financières liées aux démarches de l'adoption (et les méfaits possibles des mafias pro-impérialistes de l'adoption « internationale »). Elle aligne la France sur les arrêts de 26 juin 2014 de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), qui ont condamné la France pour n'avoir pas permis la transcription à l'état civil français de la filiation d'enfants nés de GPA faites légalement à l'étranger.

Mais comme toujours dans les stratégies politiques de l'ultralibéralisme, « le diable se cache dans les détails » : Les propositions collatérales de ce texte sont lourdes de significations sur les objectifs profonds du capitalisme impérialiste dont Macron est le représentant politique.

Il est évident que nous, communistes, progressistes, féministes, devons prendre en compte les droits nouveaux qui répondent à des besoins objectifs dont l'état civil des enfants nés de la GPA à l'étranger en nous démarquant clairement de la droite et l'extrême droite fasciste qui s'opposent à cette loi dans un élan réactionnaire globalement anti-PMA et dans le sillage fascisant de la « manif pour tous » (« un enfant doit avoir un père et une mère », etc.).

Pour autant, il ne faut pas être dupe des objectifs réels du capital : Dans les pays impérialistes les plus ultralibéraux, comme les USA, la marchandisation



des grossesses et des enfants est déjà un fait. Nous savons que le capitalisme impérialiste français suit le même chemin.

La maternité est la différence biologique majeure entre l'homme et la femme. Le patriarcat a opprimé les femmes pendant des siècles : Au nom de cette différence, le féodalisme a enfermé les femmes au foyer, puis le capitalisme en a fait une main d'œuvre sous-payée puisque « moins productive ». Le féminisme bourgeois, dont la principale fonction est de service le capitalisme en divisant sexuellement le mouvement ouvrier et populaire, a déformé la revendication juste de l'égalité homme-femme, mais en niant les raisons objectives pour lesquelles elles sont moins payées (le coût de l'absence réelle ou supposée pour cause de maternité) jusqu'à considérer que la maternité même est un « fardeau » pour les femmes qui veulent s'en « libérer ». [1]

Le mode de production capitaliste repose son exploitation sur l'extraction de la plus-value en instituant l'inégalité homme et femme et entre les nations. Dans cette perspective, le capital n'a de cesse de réduire la maternité à sa plus simple expression, en transformant le corps des femmes en un simple réceptacle passif pour la reproduction, en réduisant ou en supprimant les congés maternité, en développant, par exemple, le marché ultra-lucratif du lait de vache pour nourrissons tout en dressant toutes sortes d'obstacles à l'allaitement maternel le

plus longtemps possible, etc. [2]

Dans une France et un monde où règne en maître absolu le capital exploiteur et spoliateur, la GPA ne peut pas ne pas devenir le prolongement de cette oppression capitaliste et de violence patriarcale contre les femmes. Le patriarcat et le capitalisme enlève ici à la femme sa liberté de se réapproprier réellement son corps (liberté qui n'est pas rappelons-le une « obligation de procréer »). « La liberté » et le « consentement » (« pourquoi interdire la GPA si la mère porteuse est d'accord ? ») souvent prônés par les féministes bourgeoises sont deux notions que les communistes doivent examiner sous l'angle de l'analyse de classe de la société, voire de la mondialisation capitaliste et de la lutte des classes. [3]

La GPA ouvre ainsi la voie à une atteinte aux Droits des femmes, mais aussi une atteinte aux Droits de l'enfant, et cette atteinte n'est pas celle que la droite et l'extrême droite fasciste pointent du doigt : Il ne s'agit pas d'affirmer que tout enfant doit avoir un père et une mère, mais de prendre en compte le lien mère enfant qui a commencé pendant la grossesse. Contrairement à la GPA, la PMA n'implique pas la séparation du nouveau-né avec sa mère biologique qui l'a porté neuf mois durant.

L'enfant a des besoins physiologiques et psychologiques qu'on ne saurait nier. De ce point de vue, le capitalisme en général et le libéralisme en particulier mettront le droit individualiste « d'avoir un enfant » au-dessus du droit de l'enfant à avoir des parents. L'ONU est clair à ce sujet : « l'essentiel des conventions de GPA pratiquées y compris dans les pays dits développés ne sont rien d'autre que de la vente d'enfants, quels que soient les artifices juridiques employés. » (Rapport sur la vente et l'exploitation sexuelle des enfants).

On ne peut comparer une pouponnière qui accueille des enfants souffrant déjà d'un abandon et qu'il s'agit de rendre heureux avec de nouveaux parents à l'odieuse mafia dite « Arche de Zoé » sous la férule d'amis de Sarkozy qui arrachait des nouveaux nés à des mamans nécessiteuses. De même on ne peut comparer la PMA qui permet à de nombreux parents d'avoir un enfant même en cas d'infertilité (ou l'adoption par de couples homosexuels hommes) à la GPA qui ne peut servir majoritairement que la marchandisation dans les conditions de la mondialisation capitaliste actuelle.

L'objectif de Macron est d'instrumentaliser l'autorisation de la PMA pour toutes les femmes même fertiles comme première étape vers la légalisation anti-démocratique sans débat sérieux de la GPA. Un véritable loi de bioéthique doit être

adossée à d'autres revendications, féministes, mettant la maternité à l'honneur contre les intérêts du patronat : Congés maternité d'un an (comme c'était le cas dans le camps socialiste au vingtième siècle) payés à 100% par le patron (ce qui n'empêche en rien l'existence du congé paternité !), aides gratuites à l'allaitement, formation de professionnels de santé spécialisés dans l'accouchement naturel (contre les accouchements à la chaîne par césarienne qui font la triste réputation du Brésil actuellement), développement de crèches spacieuses sur les lieux de travail, etc.

La ré-humanisation de l'accouchement et de la maternité, était, rappelons-le, un des axe principaux du combat militant des féministes de la CGT jusqu'aux années 70 pour l'égalité salariale et la lutte contre le patriarcat.

Pour reconstruire un véritable mouvement féministe de classe, il est indispensable aujourd'hui de se réapproprier ces questions et ces revendications avec dialectique pour reprendre l'offensive. L'utérus n'est pas un moyen de production capitaliste ! Porter la vie n'est pas une valeur d'échange !

Le capitalisme à son stade suprême l'impérialisme produit inévitablement l'exploitation, l'inégalité et l'oppression des peuples que la loi bioéthique de Macron, le GPA des USA et autres États impérialistes ne feront qu'aggraver. Changeons par la révolution la société pour que de telles lois soient vraiment au service de l'égalité des peuples et de l'humanité.

**[1]** *Ce type de féminisme est dès lors totalement compatible avec la possibilité « d'externaliser » la procréation par GPA, en oubliant que les mères porteuses, même « rémunérées » seront des femmes exploitées.*

**[2]** *La recherche scientifique a rendu incontestable la supériorité biologique du lait maternel sur les laits de vache dits « maternisés ». L'OMS recommande un allaitement maternel jusqu'à deux ans voire plus pour satisfaire tous les besoins biologiques de l'enfant.*

**[3]** *Dans les « usines à enfants » d'Inde où des femmes accouchent pour autrui à la chaîne pour satisfaire le « marché » de l'enfant de la bourgeoisie des USA, les plus cyniques des « féministes bourgeoises » pourront affirmer que ces « travailleuses » sont consentantes puisqu'elles louent leur utérus pour de l'argent...*